

## AFGHANISTAN : CHRONIQUE D'UN ÉCHEC ANNONCÉ

**Gilles Dorronsoro**

**Presses de Sciences Po | *Critique internationale***

**2003/4 - no 21  
pages 17 à 23**

**ISSN 1290-7839**

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2003-4-page-17.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Dorronsoro Gilles, « Afghanistan : chronique d'un échec annoncé »,  
*Critique internationale*, 2003/4 no 21, p. 17-23. DOI : 10.3917/crii.021.0017  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



Contre-jour

# Afghanistan : chronique d'un échec annoncé

---

par Gilles Dorronsoro

La défaite des Taliban à l'automne 2001 a été la source d'une étonnante vague d'optimisme chez la plupart des journalistes et des

chercheurs occidentaux. Après quelques semaines d'incertitudes, la victoire américaine est apparue comme une divine surprise qui annonçait même, pour certains, la fin de la guerre civile. L'effondrement des Taliban fut alors interprété comme la preuve de leur faible enracinement dans la société afghane tandis que la facilité apparente des succès de la coalition sur le terrain alimentait les discours sur le rôle de l'hyperpuissance américaine.

C'est bien cette illusion de victoire qui encouragea le gouvernement américain à décider l'invasion de l'Irak dès le printemps 2002. Il est probable, *a contrario*, que si la guerre d'Afghanistan avait été perçue dans sa réalité, c'est-à-dire comme une entreprise dangereuse et sans issue rapide, les États-Unis auraient hésité à ouvrir un second front au Moyen-Orient.

Non sans ironie, c'est précisément au moment où la mécanique qui va conduire à l'invasion de l'Irak est déjà lancée que le bel optimisme sur le bilan de l'opération afghane devient plus mesuré. Dès l'été 2002, des reportages mettent en garde contre le retour des Taliban, la fragmentation politique croissante et l'instabilité générale de la région. Ces évolutions sont-elles si surprenantes ? Dès l'origine, l'affaire afghane était mal engagée et les difficultés pour stabiliser l'Afghanistan prévisibles.

---

## La sous-estimation du mouvement Taliban

Les observateurs les plus optimistes ont négligé des faits largement connus<sup>1</sup>. En premier lieu, l'Alliance du Nord n'a jamais été qu'une coalition hétéroclite, sans projet politique ni organisation cohérente. Les États-Unis ont d'ailleurs hésité à la soutenir par crainte de s'aliéner le Pakistan, mais aussi en raison de son bilan désastreux lors de son passage au pouvoir après la chute du régime communiste en 1992. En fait, seule la pression des Taliban assurait, en réaction, une cohérence minimale à l'Alliance.

Il était dès lors prévisible que la fin des Taliban entraînerait une régionalisation des forces et le retour des tensions. Les affrontements sont désormais récurrents entre les deux principales forces militaires du Nord, menées par Mohammad Atta et par Rachid Dostum, qui se disputent la région de Mazar-é Sharif et s'appuient respectivement sur des bases tadjik et ouzbek. Dans le centre du pays, les Hazara ont retrouvé leur autonomie et s'investissent peu dans les jeux politiques nationaux. Dans l'Ouest, la ville d'Hérat est passée une nouvelle fois sous le commandement d'Ismaël Khan. Dans le sud pachtoune, la fragmentation était, là aussi, une issue prévisible puisqu'il n'existait pas d'alternative politique aux Taliban. Le retour des notables tribaux, pris dans des jeux de rivalités et incapables de s'unir, s'est traduit par l'insécurité et la reprise de la production d'opium à grande échelle.

En second lieu, les stratèges occidentaux auraient dû s'attendre à la constitution d'une guérilla sur la frontière afghano-pakistanaise. Certes, les meilleures troupes des Taliban étaient concentrées dans le Nord, où elles ont subi la puissance de feu américaine, notamment les énormes bombes Daisy Cutter<sup>2</sup> utilisées pour préparer la prise de Mazar-é Sharif. Mais la débandade qui a suivi n'a pas entraîné de scission au sein du mouvement ni de ralliement significatif. Si les combattants se sont fondus dans la population, une partie des responsables se sont réfugiés au Pakistan<sup>3</sup>.

Avec le recul, il est clair que si les Taliban ont apparemment disparu de la scène pendant quelques mois, ils étaient en fait en train de se réorganiser au Pakistan. Le temps de la société afghane, en particulier pour réunir les ressources nécessaires à la guerre, n'est pas le temps, accéléré, des sociétés occidentales. Mais au fil des mois, il est apparu que le ciment du mouvement Taliban – les oulémas passés par les *madrassa* (écoles coraniques) pakistanaises – s'est révélé assez fort pour survivre à une défaite militaire. En ce sens, quand les États-Unis déclarent la guerre gagnée, ils n'engagent qu'eux-mêmes et sous-estiment la détermination et les capacités de leurs adversaires.

Les Taliban bénéficient alors d'une situation favorable pour constituer un mouvement de guérilla. D'une part, le Pakistan offre un sanctuaire aux combattants, de façon moins ouverte mais tout aussi efficace que dans les années quatre-vingt : les Taliban disposent de réseaux transnationaux solides par le biais des *madrassa* fondamentalistes et sont soutenus par une opinion publique pakistanaise unanimement et profondément anti-américaine. D'autre part, le financement de la guerre est facilité par la manne de la contrebande sur la frontière.

Depuis l'été 2002, le retour des Taliban en territoire afghan est avéré. Aujourd'hui, ils contrôlent en grande partie les campagnes pachtounes au sud de Kaboul et sont en train d'installer un gouvernement parallèle. Les combattants Taliban se promènent librement (mais sans armes) dans les rues de Ghazni. Après avoir concentré leurs efforts pendant plusieurs mois sur les troupes américaines, ils ont désormais pour objectif prioritaire les forces gouvernementales. La prise de plu-

sieurs bourgades montre à ceux qui seraient tentés de collaborer avec Kaboul où se situe la réalité du pouvoir sur le terrain. L'assassinat de plusieurs responsables gouvernementaux – y compris des oulémas – vise également à empêcher la reconstitution des institutions dans le Sud.

Sur le plan tactique, les Taliban ont tiré les enseignements de leur défaite. Ils sont devenus mobiles. Un des derniers raids en date a été conduit à moto par une centaine d'hommes venus du Pakistan. L'usage du téléphone satellite, quoique risqué en raison des écoutes américaines, leur a permis d'atteindre un niveau correct de coordination. En pratique, les cadres du mouvement peuvent rester au Pakistan et donner des instructions aux groupes sur le terrain. Par exemple, l'ordre d'exécuter un humanitaire capturé lors d'une embuscade a été donné directement du Pakistan, par téléphone.

Les 12 000 soldats de la coalition dominée par les États-Unis et les 5 000 hommes de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) ne sont pas assez nombreux pour contrôler un territoire particulièrement favorable à la guérilla. Un bon niveau logistique permet pour l'instant de maintenir les pertes à un niveau très faible (moins d'une cinquantaine de morts depuis l'invasion), mais les troupes américaines en dehors de Kaboul sont totalement isolées des populations. Un signe inquiétant de cette distance culturelle et morale est la faiblesse du renseignement humain, alors même que le renseignement technologique a trouvé ses limites, ce qui explique l'incapacité à former des alliances effectives sur le terrain et à localiser le mollah Omar et Ben Laden. Les campagnes régulières pour liquider les bandes de plusieurs centaines d'hommes installées dans les montagnes ou tenter d'empêcher les infiltrations ont eu peu de résultats durables. De plus, les pratiques de l'armée américaine, peu respectueuses des populations civiles, ont entraîné un rejet marqué dans les régions pachtounes. Des civils ont été bombardés à plusieurs reprises, soit par erreur, soit parce qu'ils étaient soupçonnés d'abriter des ennemis. Enfin, ni la pratique de la torture sur la base de Bagram, au nord de Kaboul, ni les enlèvements à Guantanamo ne contribuent à donner une image positive de l'occupant<sup>4</sup>.

---

## La marginalisation politique des Pachtounes

Le dernier élément qui explique le retour des Taliban est l'échec de la reconstruction de l'État. Deux ans après la chute des Taliban, l'autorité du gouvernement de Kaboul reste limitée à la capitale. Cet échec tient largement au déséquilibre introduit par les accords de Bonn en décembre 2001. Sous la pression des États-Unis, Hamid Karzaï a été nommé président, mais le pouvoir réel dans la capitale a été donné aux héritiers de Massoud, réunis au sein de la Choura-é nazar. Les principaux ministères sont ainsi sous le contrôle d'un groupe réduit de Panjchiris, notamment

la police, les services secrets, l'armée et la diplomatie. En conséquence, le président Karzaï n'a pas les moyens de gouverner et, d'ailleurs, symbole qui a son importance, sa protection rapprochée est toujours confiée à des militaires américains.

La marginalisation politique des Pachtounes au profit des ethnies du Nord est le résultat de ce déséquilibre à Kaboul. Karzaï, issu d'une grande famille aristocratique pachtoune, n'est pas en mesure de représenter son ethnie. Au contraire, le nettoyage ethnique dont sont victimes les Pachtounes minoritaires dans le Nord mine la crédibilité du gouvernement car il s'effectue largement avec la complicité des partis au pouvoir. Le massacre de plusieurs milliers de prisonniers de guerre Taliban par Dostum en novembre 2001 n'a pas fait l'objet d'une enquête officielle, ni de la part du gouvernement afghan ni de celle de l'ONU. Concrètement, la redistribution de l'aide est défavorable aux Pachtounes, en partie il est vrai du fait de la détérioration des conditions de sécurité puisque les Taliban prennent les humanitaires pour cible. Les Pachtounes, qui ne se sentent pas représentés par un parti régional comme les Hazara et les Ouzbeks, ne peuvent se reconnaître que dans les Taliban.

L'aide internationale a, de façon générale, des effets ambigus. Elle contribue à la reconstruction de l'État, mais pas nécessairement à la pacification. Le gouvernement afghan, malgré sa volonté initiale, n'a pas pu contrôler l'aide humanitaire qui tend à renforcer la régionalisation. De plus, les dépenses ont été consacrées essentiellement à l'urgence, très peu à l'aide au développement. Ainsi, la route entre Kandahar et Kaboul n'est toujours pas refaite et les considérations de sécurité n'expliquent pas à elles seules ce retard. Trop d'argent a été dépensé à Kaboul, créant autour de la capitale une bulle humanitaire qui enrichit à court terme les intermédiaires – les loyers dans certains quartiers atteignent le niveau de ceux de Londres –, mais contribuent peu à un développement durable. Enfin, on sait depuis les années quatre-vingt-dix, période durant laquelle l'amélioration de la situation économique a surtout permis de financer les appareils militaires, que reconstruction ne rime pas nécessairement avec pacification.

---

## Les ambivalences de la politique occidentale

Contrairement à l'Irak, l'Afghanistan n'a pas été une source importante de tensions entre les puissances occidentales, et tous les gouvernements se disent conscients du risque qu'il y aurait à accepter une défaite. Le passage de l'ISAF sous le commandement de l'OTAN et l'extension géographique de sa mission sont les signes de cette volonté de poursuivre ensemble l'action sur le terrain. Cependant, les États-Unis définissent seuls leur stratégie, sans que l'articulation de leur dispositif avec la force internationale soit toujours claire. Tandis que l'ISAF agit d'abord politiquement pour renforcer le gouvernement en stabilisant la situation à Kaboul, les États-Unis ont, encore récemment, donné la priorité aux opérations militaires<sup>5</sup>.

Or, en finançant des groupes armés pour appuyer leurs troupes, ils favorisent la fragmentation politique et empêchent la reconstruction de l'État.

Devant la dégradation de la situation, le gouvernement américain a réorienté sa stratégie vers le *state building* : extension du mandat de l'ISAF en dehors de Kaboul, formation d'une armée nationale et coopération entre militaires et humanitaires. Mais la décision récente d'étendre le mandat de l'ISAF vient trop tard, à un moment où les pouvoirs locaux se sont considérablement renforcés et où peu de troupes supplémentaires sont disponibles. Soit les troupes étrangères ont un simple rôle de négociation entre les pouvoirs régionaux, auquel cas on voit mal le changement radical qui pourrait en résulter, soit elles ont les moyens de s'interposer, avec le risque d'être impliquées dans des conflits locaux. Ainsi, une région aussi instable que Kunduz peut difficilement être pacifiée par la présence de quelques dizaines de soldats allemands ou britanniques. En revanche, le danger majeur, qui pourrait changer radicalement la donne, serait l'extension du conflit actuel en dehors des zones pachtounes. Les Taliban y travaillent et la présence de troupes étrangères est précisément un facteur favorable à cette évolution.

Pour les mêmes raisons, l'intégration de l'humanitaire au militaire pose problème. L'armée américaine instrumentalise les ONG dans sa politique de pacification. Bien loin de la neutralité ou de l'extériorité au conflit qui président normalement à leur action, les ONG apparaissent désormais comme les relais des gouvernements occidentaux qui les financent.

Le rôle du Pakistan, enfin, est central à plus d'un titre et des voix s'élèvent régulièrement pour exiger des pressions sur le gouvernement d'Islamabad pour qu'il empêche les infiltrations de guérilleros en Afghanistan. La marge de manœuvre des acteurs clés est ici très limitée. Le général Mucharraf, toléré par les pays occidentaux en raison de son soutien à leur politique, a présidé à une humiliation nationale en abandonnant les Taliban et en laissant Kaboul aux mains de partis pro-indiens (ou considérés comme tels au Pakistan). Les intérêts de l'État pakistanais, tels qu'ils sont perçus par les élites, notamment militaires, s'opposent à son exclusion du jeu afghan et la guérilla garde des soutiens au sein même de l'appareil d'État. Les élections de l'automne 2002 ont amené au pouvoir des mouvements fondamentalistes pro-Taliban dans les provinces frontalières de l'Afghanistan, Balouchistan et North West Frontier Province (NWFP). Des quartiers entiers de Quetta sont *de facto* aux mains des Taliban, et la NWFP connaît une vague de fondamentalisme sans précédent. Les projets de reprise en main des *madrassa* par le gouvernement central ont fait long feu. C'est dire que rien ne va dans le sens d'une diminution de l'influence des groupes fondamentalistes sur la société pakistanaise. Espérer liquider la guérilla par l'intermédiaire du Pakistan serait méconnaître les contraintes du pouvoir pakistanais et la nature des réseaux mobilisés sur la frontière.

## Vers un conflit prolongé

Seul un rééquilibrage au sein du gouvernement de Kaboul pourrait mettre un coup d'arrêt à la dégradation de la situation. Le pouvoir central n'est en effet pas assez fort pour s'étendre immédiatement à tout le territoire et contrôler les pouvoirs régionaux, notamment du fait de l'absence d'armée nationale. La reconstruction de celle-ci est prioritaire et passe par la mise à l'écart de Fahim, l'actuel ministre de la Défense, un Panjchiri proche de Massoud qui, malgré différentes tentatives de réforme, a su garder jusqu'ici l'essentiel de son pouvoir. Les élections qui devraient avoir lieu dans quelques mois ne seront sûrement pas représentatives en raison de l'insécurité et du poids des potentats locaux, mais elles pourraient néanmoins peser sur la redistribution des cartes au sein du gouvernement et permettre une meilleure représentation des Pachtounes.

Par ailleurs, on sait que des contacts existent entre le gouvernement et les Taliban dans le Sud. Ceux-ci sont *de facto* des interlocuteurs locaux, auxquels Hamid Karzaï a encore récemment fait des ouvertures pour élargir sa base politique et conforter ses positions face à la Chura-é nazar. Peut-on envisager un retour à la première politique américano-pakistanaise : rallier les Taliban « modérés », notamment pour marginaliser les réseaux transnationaux comme celui d'Al Qaida ? À ce stade, la réponse est clairement non. En effet, la guérilla est structurée autour du mollah Omar et d'un réseau d'oulémas dont on voit mal pourquoi il se diviserait aujourd'hui, alors même qu'il enregistre des succès notables. Cette guérilla est largement dépendante des réseaux transnationaux, et une rupture avec Ben Laden marquerait une véritable crise politique au sein des fondamentalistes. Enfin, il est politiquement difficile pour les États-Unis, qui ont diabolisé les Taliban, d'en faire à nouveau des interlocuteurs politiques. On restera donc probablement dans une zone floue, avec des accords locaux informels au coup par coup.

Bien que moins spectaculaire que la guerre en Irak, la crise afghane est plus délicate à gérer pour les puissances occidentales. En Irak, les États-Unis bénéficient jusqu'à présent, malgré des erreurs répétées, de l'appui des Kurdes et des chiites irakiens. En Afghanistan, la principale ethnie est marginalisée et la guérilla sur la frontière avec le Pakistan peut durer des années, voire des décennies. Le simple fait d'avoir pu reconstituer une force régionale est en soi une victoire importante pour l'opposition. Après deux ans, les bénéfices de la campagne de l'automne 2001 semblent faibles pour la sécurité des États-Unis. Leur stratégie pourrait même s'avérer contre-productive. La région frontalière est un refuge pour les opposants les plus radicaux aux États-Unis et la présence de soldats américains cimenterait l'alliance entre les Taliban, Ben Laden et la population.

Une fois encore, l'Afghanistan est aux marches d'un empire, américain cette fois, sans que la disproportion des forces militaires ne donne l'assurance de la victoire à la puissance hégémonique. ■

**Gilles Dorronsoro**, auteur de *La révolution afghane*, Paris, Karthala, 2000, est professeur de science politique, actuellement en poste à l'IFEA (Istanbul). E-mail : [gdorrons@club-internet.fr](mailto:gdorrons@club-internet.fr)

- 
1. Gilles Dorronsoro « Après les Taliban : fragmentation politique, hiérarchie communautaire et classes sociales en Afghanistan », *Cultures et Conflits*, janvier 2002.
  2. Les Daisy Cutter (BLU-82) pèsent presque 7 500 kg. Des milliers de bombes à fragmentation ont également été utilisées. Fin décembre 2001, 12 000 bombes avaient été larguées sur l'Afghanistan.
  3. Quant au mollah Omar (comme Ben Laden), il doit son salut au refus des États-Unis d'engager leurs troupes au sol.
  4. Privation de sommeil, passage à tabac, humiliations diverses, etc. Depuis la fin 2002, trois détenus sont morts par suite de mauvais traitements.
  5. La doctrine américaine s'opposait à l'engagement des troupes dans les opérations de *state building* ou de *nation building*. En particulier, le futur président Bush s'était clairement engagé en ce sens dans sa campagne électorale. C'est bien pour éviter tout engagement, même indirect, dans une opération de maintien de la paix, que Rumsfeld s'est initialement opposé à l'extension du mandat de l'ISAF en dehors de Kaboul.